

655428-2026 - Mise en concurrence

France – Études de faisabilité, service de conseil, analyse – Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

OJ S 184/2026 23/09/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Centre des monuments nationaux

Adresse électronique: marches-publics@monuments-nationaux.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public, contrôlé par une autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Loisirs, culture et culte

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Description: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Identifiant de la procédure: 6db1f4fa-ad9f-4232-aae0-fb08e0f63ba1

Identifiant interne: 26-190-197_200

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

2.1.2. Lieu d'exécution

N'importe où

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 600 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: [Objet du marché] Le marché porte sur la réalisation de diagnostics et d'audits des systèmes de sûreté, complétés par des études de faisabilité et des estimations de travaux, pour plusieurs monuments relevant des lots n° 1 à 3. Il comprend également, sur bons de commande, des prestations similaires pour les autres monuments rattachés à chaque lot ainsi que des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, notamment en matière de programmation, de consultation, de conception, de suivi de l'exécution, d'essais et de mise en service. Les éventuelles missions de maîtrise d'œuvre sont exclues du présent accord-cadre. [Seuil maximal de la part à commandes] En application de l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, la part exécutée par bons de commande est conclue sans

montant minimum et avec un montant maximum de 300 000 € HT par lot, applicable à la période ferme ainsi qu'à chacune des périodes de reconduction. [Marchés de prestations similaires] Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché. Ces marchés peuvent être conclus pendant une durée maximale de trois ans à compter de la notification du marché initial. [Voies et délais de recours] La présente procédure peut faire l'objet des recours suivants devant le tribunal administratif de Paris : référé précontractuel prévu à l'article L. 551-1 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du marché ; référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du même code, dans les délais fixés à l'article R. 551-7 ; recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Sans objet

Règlementation applicable en cas de marché transfrontalier: Sans objet

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 4

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 4

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Description: Lot n° 1 « Nord et Bassin parisien » incluant le diagnostic initial du Château de Champs-sur-Marne, du Château de Jossigny et du Château de La Motte-Tilly

Identifiant interne: 26-190-197

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Options:

Description des options: L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance de la période en cours, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les bons de commande émis avant l'expiration de l'accord-cadre demeurent exécutoires jusqu'à leur complet achèvement, dans les conditions prévues par celui-ci. S'agissant de la part forfaitaire, la notification de l'accord-cadre vaut ordre de démarrage. Son exécution prend fin à l'admission de l'ensemble des livrables prévus au CCTP.

5.1.2. Lieu d'exécution

N'importe où

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 150 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: [Qualifications attendues] Le candidat devra justifier de la qualification OPQIBI 1415 « Étude de systèmes de sûreté » ou de tout moyen de preuve équivalent établissant sa capacité à réaliser les prestations objet du marché. L'équipe proposée devra également comprendre un ou plusieurs intervenants disposant de compétences confirmées en analyse des risques et des vulnérabilités, en sûreté physique et en conception ou évaluation de systèmes de sûreté. Ces compétences pourront notamment être justifiées par une certification ASIS PSP ou CPP, le titre CNPP « Manager des risques sûreté et malveillance », ou tout autre titre, certification, diplôme, référence ou expérience professionnelle de niveau équivalent.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise
La commande en ligne sera utilisée: oui
Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Direction des affaires juridiques

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Centre des monuments nationaux

Organisation qui traite les offres: Centre des monuments nationaux

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Description: Lot n° 2 « Ouest et Val de Loire », incluant le diagnostic initial du Château de Bouges, de la Maison de George Sand à Nohant et du Château d'Azay-le-Rideau

Identifiant interne: 26-190-198

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Options:

Description des options: L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance de la période en cours, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les bons de commande émis avant l'expiration de l'accord-cadre demeurent exécutoires jusqu'à leur complet achèvement, dans les conditions prévues par celui-ci. S'agissant de la part forfaitaire, la notification de l'accord-cadre vaut ordre de démarrage. Son exécution prend fin à l'admission de l'ensemble des livrables prévus au CCTP.

5.1.2. Lieu d'exécution

Pays: France

N'importe où dans le pays donné

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 150 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: [Qualifications attendues] Le candidat devra justifier de la qualification OPQIBI 1415 « Étude de systèmes de sûreté » ou de tout moyen de preuve équivalent établissant sa capacité à réaliser les prestations objet du marché. L'équipe proposée devra également comprendre un ou plusieurs intervenants disposant de compétences confirmées en analyse des risques et des vulnérabilités, en sûreté physique et en conception ou évaluation de systèmes de sûreté. Ces compétences pourront notamment être justifiées par une certification ASIS PSP ou CPP, le titre CNPP « Manager des risques sûreté et malveillance », ou tout autre titre, certification, diplôme, référence ou expérience professionnelle de niveau équivalent.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Direction des affaires juridiques

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: La présente procédure peut faire l'objet des recours suivants devant le tribunal administratif de Paris : référé précontractuel prévu à l'article L. 551-1 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du marché ; référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du même code, dans les délais fixés à l'article R. 551-7 ; recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Centre des monuments nationaux

Organisation qui traite les offres: Centre des monuments nationaux

5.1. Lot: LOT-0003

Titre: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Description: Lot n° 3 « Sud-Ouest », incluant le diagnostic initial du Château d'Oiron

Identifiant interne: 26-190-199

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Options:

Description des options: L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance de la période en cours, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les bons de commande émis avant l'expiration de l'accord-cadre demeurent exécutoires jusqu'à leur complet achèvement, dans les conditions prévues par celui-ci. S'agissant de la part forfaitaire, la notification de l'accord-cadre vaut ordre de démarrage. Son exécution prend fin à l'admission de l'ensemble des livrables prévus au CCTP.

5.1.2. Lieu d'exécution

N'importe où

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 150 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): non

Informations complémentaires: Le candidat devra justifier de la qualification OPQIBI 1415 « Étude de systèmes de sûreté » ou de tout moyen de preuve équivalent établissant sa capacité à réaliser les prestations objet du marché. L'équipe proposée devra également comprendre un ou plusieurs intervenants disposant de compétences confirmées en analyse des risques et des vulnérabilités, en sûreté physique et en conception ou évaluation de systèmes de sûreté. Ces compétences pourront notamment être justifiées par une certification ASIS PSP ou CPP, le titre CNPP « Manager des risques sûreté et malveillance », ou tout autre titre, certification, diplôme, référence ou expérience professionnelle de niveau équivalent.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Direction des affaires juridiques

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: La présente procédure peut faire l'objet des recours suivants devant le tribunal administratif de Paris : référé précontractuel prévu à l'article L. 551-1 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du marché ; référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du même code, dans les délais fixés à l'article R. 551-7 ; recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Centre des monuments nationaux

Organisation qui traite les offres: Centre des monuments nationaux

5.1. Lot: LOT-0004

Titre: Accord-cadre portant sur des missions d'audit de sûreté, d'étude de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage, en quatre lots

Description: Lot n° 4 « Centre-Est et Sud-Est »

Identifiant interne: 26-190-200

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Options:

Description des options: L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire ne peut refuser sa reconduction. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance de la période en cours, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité. Les bons de commande émis avant l'expiration de l'accord-cadre demeurent exécutoires jusqu'à leur complet achèvement, dans les conditions prévues par celui-ci.

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Informations complémentaires: Bourgogne-Franche-Comté Auvergne-Rhône-Alpes Provence-Alpes-Côte d'Azur

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 150 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 1 200 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Le candidat devra justifier de la qualification OPQIBI 1415 « Étude de systèmes de sûreté » ou de tout moyen de preuve équivalent établissant sa capacité à réaliser les prestations objet du marché. L'équipe proposée devra également comprendre un ou plusieurs intervenants disposant de compétences confirmées en analyse des risques et des vulnérabilités, en sûreté physique et en conception ou évaluation de systèmes de sûreté. Ces compétences pourront notamment être justifiées par une certification ASIS PSP ou CPP, le titre CNPP « Manager des risques sûreté et malveillance », ou tout autre titre, certification, diplôme, référence ou expérience professionnelle de niveau équivalent.

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/consultation/3071504?orgAcronyme=f5j>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 30/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de médiation: Direction des affaires juridiques

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: La présente procédure peut faire l'objet des recours suivants devant le tribunal administratif de Paris : référé précontractuel prévu à l'article L. 551-1 du Code de justice administrative, jusqu'à la signature du marché ; référé contractuel prévu à l'article L. 551-13 du même code, dans les délais fixés à l'article R. 551-7 ; recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché: Centre des monuments nationaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Centre des monuments nationaux

Organisation qui traite les offres: Centre des monuments nationaux

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Centre des monuments nationaux

Numéro d'enregistrement: 18004601300017

Adresse postale: Hôtel de Sully 62 rue Saint-Antoine

Ville: Paris

Code postal: 75004

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Point de contact: DAJF - Pôle achat public

Adresse électronique: marches-publics@monuments-nationaux.fr

Téléphone: +33144612167

Adresse internet: <https://www.monuments-nationaux.fr/>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

Organisation qui traite les offres

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750005500013

Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris
Code postal: 75004
Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)
Pays: France
Adresse électronique: greffe.ta-paris@juradm.fr
Téléphone: +33144594400
Adresse internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: Direction des affaires juridiques
Numéro d'enregistrement: 12000009600020
Département: Sous-direction de la commande publique
Adresse postale: 6 rue Louise Weiss
Ville: Paris
Code postal: 75013
Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)
Pays: France
Point de contact: Secrétariat du comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
Adresse électronique: ccra.daj@finances.gouv.fr
Téléphone: +33144970422
Adresse internet: <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de médiation

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: a8d31e0c-bb43-49c1-a79e-6b688253c032 - 01
Type de formulaire: Mise en concurrence
Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire
Sous-type d'avis: 16
Date d'envoi de l'avis: 22/09/2026 10:04:58 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français
Numéro de publication de l'avis: 655428-2026
Numéro de publication au JO S: 184/2026
Date de publication: 23/09/2026